

Ouganda : Yoweri Museveni prête serment pour son cinquième mandat

@rib News, 12/05/2016 â€“ Source AFP Le président Yoweri Museveni, réélu en février pour un cinquième mandat de cinq ans à l'issue d'un scrutin très controversé, a prêté serment jeudi (photo) en présence de nombreux chefs d'Etat africains, dont le président soudanais Omar el-B  chir, recherché par la Cour pénale internationale (CPI). "Moi, Yoweri Kaguta Museveni, je jure au nom de Dieu tout puissant que je remplirai fidèlement mes fonctions de président de l'Ouganda, que je ferai respecter, préserverai, prot gerai et défendrai la Constitution, que je respecterai les lois de l'Ouganda, et que je veillerai au bien-être des Ougandais", a-t-il déclaré en lisant le serment d'allégeance derrière une vitre pare-balles.

Sa prestation de serment a été saluée par une salve de 21 coups de canon, alors que des avions de chasse s lan saient pour une parade aérienne, au Kololo Airstrip, une ancienne piste d'aviation transformée en parc de l'Indépendance, o   t it réunie une large foule. Yoweri Museveni, 71 ans et au pouvoir depuis 1986, a été réélu d  premier tour avec 60,62% des voix lors de la présidentielle du 18 février. Le scrutin s t it déroulé, selon des observateurs internationaux, dans une "atmosphère d'intimidation" imposée par le régime. L'opposition avait dénoncé des fraudes, une accusation rejetée par le pouvoir. L'opposant historique ougandais Kizza Besigye, qui avait officiellement obtenu 35,61% des voix lors de la présidentielle, mais en a contesté le résultat, avait procédé mercredi à une prestation de serment alternative, juste avant d'être une nouvelle fois arrêté par la police. Jeudi, comme cela avait été le cas le jour du scrutin, l'accès aux réseaux sociaux a été bloqué par le gouvernement qui a mis en avant des "raisons de sécurité" pour justifier la mesure. De nombreux chefs d'Etat africains étaient présents à cette cérémonie comme le Sud-africain Jacob Zuma, le K nyan Uhuru Kenyatta, le Tanzanien John Magufuli ou le Sud-Soudanais Salva Kiir. Aucun pays occidental n'avait envoyé de délégation de haut niveau. M. Museveni était aussi entouré de plusieurs chefs d'Etat au pouvoir depuis plusieurs décennies: Robert Mugabe (Zimbabwe, 36 ans), Teodoro Obiang Nguema (Guinée-Equatoriale, 37 ans en août), Idriss Deby Itno (Tchad, 25 ans) et Omar el-B  chir (Soudan, 27 ans en juin). La présence de M. B  chir a valu à l'Ouganda les critiques d'organisations de défense des droits de l'Homme. Celles-ci ont estimé qu'en tant que signataire du Statut de Rome, qui a fondé la Cour pénale internationale, il était de son devoir d'arrêter le président soudanais et de le remettre à la CPI. "El-B  chir appartient à la Cour pénale internationale, ce n'est pas sa place que d'assister à des festivités. Si el-B  chir entre en Ouganda, les autorités ougandaises devraient l'arrêter et l'envoyer à La Haye" (si ge de la CPI), avait estimé mercredi Maria Burnett, de Human Rights Watch. Dans une allocution après la prestation de serment, M. Museveni a répondu en critiquant sévèrement la CPI et les pays occidentaux. "Nous avons perdu tout intérêt dans la CPI. Nous avons d'abord soutenu la CPI, mais nous avons réalisé que ce n'est qu'une bande d'inutiles". "Nous avons cessé de travailler avec ces pays fiers et arrogants, qui veulent nous dicter la manière de gérer notre propre maison", a-t-il ajouté. Omar el-B  chir est, depuis 2009, recherché par la CPI pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide dans le conflit au Darfour (ouest du Soudan), qui a fait plus de 300.000 morts selon l'ONU.